

---

## **Accord de la CTOI – Article X**

### **Rapport de mise en œuvre pour l'année 2016**

**DATE LIMITE DE SOUMISSION DU RAPPORT 17 MARS 2017**

CPC faisant le rapport : MALDIVES

Date de soumission : 20/04/2017

---

*NOTE: ce document est composé de 3 sections pour rapporter sur la mise en œuvre des résolutions de la CTOI*

---

**Section A.** *Décrire les actions prises au cours de l'année écoulée, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer les mesures de conservation et de gestion adoptées par la Commission lors de sa vingtième session.*

- Résolution 16/01 Sur un plan provisoire pour reconstituer le stock d'albacore de l'océan Indien dans la zone de compétence de la CTOI

Un plan "Sur la mise en œuvre de la Résolution 16/01 de la Commission du thon de l'océan Indien, sur un plan provisoire pour reconstruire le stock d'albacore dans l'océan Indien dans la zone de compétence de la CTOI" a été établi par les Maldives. Les mesures de réduction prévues dans le plan seront basées sur une combinaison de mesures de gestion. Outre les mesures de gestion, le gouvernement des Maldives surveillera activement les captures d'albacore pour s'assurer que les dispositions de la résolution sont respectées. Le plan a été envoyé au Secrétariat.

**Le rapport sur les méthodes pour réaliser les réductions de capture de YFT a déjà été envoyé au secrétariat de la CTOI :**

Oui  **Date de soumission du rapport (DD/MM/AAAA): 15/02/2017**

Non

Informations complémentaires :

Le rapport présenté par les Maldives sur la réduction des prises d'albacore repose sur un certain nombre de mesures de gestion détaillées dans le plan qui a été soumis au Secrétariat.

- Résolution 16/02 Sur des règles d'exploitation pour le listao dans la zone de compétence de la CTOI

Un système d'information sur les pêches complet - (appelé « Keyolhu ») fonctionne depuis septembre 2016. Ce système permettra au ministère des Pêches et de l'Agriculture de suivre les

captures de manière plus robuste et plus rapide. Ce système sera utile si les dispositions de la présente résolution entrent en vigueur.

Cependant, cette résolution n'exige aucune intervention de gestion à ce jour.

- Résolution 16/03 Sur les suites à donner à la Deuxième évaluation des performances  
Aucune action entreprise.
- Résolution 16/04 Sur la mise en œuvre d'un projet-pilote en vue de promouvoir le Mécanisme régional d'observateurs de la CTOI  
Aucune action entreprise. Cette résolution n'exige pas d'intervention de la part des Maldives.
- Résolution 16/05 Sur les navires sans nationalité  
Aucune autre intervention n'a été faite en réponse à cette Résolution. Les procédures mises en place par les Maldives en ce qui concerne le réenregistrement de navires fabriqués à l'étranger étaient déjà robustes, pour s'assurer que les dispositions de cette Résolution étaient respectées. Lors d'un achat local d'un navire de pêche étranger, le propriétaire du navire doit fournir des certificats de suppression obtenus auprès de l'autorité compétente de l'État du pavillon précédent, qui sont vérifiés auprès de l'État du pavillon et avec toutes les informations publiées par le secrétariat de la CTOI. L'enregistrement local des navires de pêche est également vérifié selon la procédure actuelle prévue pour l'octroi de licences aux navires de pêche.  
  
La politique gouvernementale des Maldives est de ne pas autoriser de navires de pêche étrangers.  
  
Par le biais de mesures de l'État du port, des mesures nécessaires ont été prises pour empêcher les navires sans nationalité d'accéder aux ports.
- Résolution 16/06 Sur les mesures applicables en cas de non respect des obligations de déclarations à la CTOI

*« NOTANT que les déclarations incomplètes ou inexistantes existent toujours et que, malgré l'adoption de nombreuses mesures visant à répondre à ce problème, le manque de respect des obligations de déclaration est toujours un problème pour le Comité scientifique et la Commission ; »*

Mesures prises pour mettre en œuvre leurs obligations de déclaration pour toutes les pêcheries de la CTOI (en rapport avec les résolutions 15/01 et 15/02), y compris sur les espèces de requins capturées en association avec les pêcheries de la CTOI, en particulier les mesures prises pour améliorer la collecte des données pour les captures directes et accidentelles.

*Note: si applicable, veuillez rapporter séparément les mesures prises pour les pêcheries CTOI artisanales et industrielles:*

- **Mesure(s) pour améliorer la collecte des données pour améliorer la mise en application des obligations de déclaration (par exemple : développement et amélioration de la mise en œuvre du livre de pêche, échantillonnage dans les ports ou enquêtes sur les pêcheries, programme national d'observateur, registre des navires, capture de données électronique, SSN, ou suivi électronique des opérations de pêche à bord).**

Les Maldives fournissent régulièrement des données sur les prises et l'effort à la CTOI. Les Maldives manquent de ressources financières et humaines pour la mise en œuvre du programme d'observateurs. Cependant, un observateur scientifique à temps plein est maintenant utilisé pour recueillir des données d'observateurs et les Maldives visent également à accroître la couverture des observateurs au cours des prochaines années grâce à la mise en place de systèmes d'observation électronique.

Un SSN est déjà en place pour tous les navires de pêche maldiviens, et le plan de mise en œuvre du SSN a été soumis au Secrétariat. En outre, des améliorations au SSN sont en cours d'examen et les navires de pêche autorisés seront entièrement couverts par SSN selon le plan soumis à la CTOI.

- **Mesure(s) pour améliorer le traitement des données et les systèmes de rapport pour faciliter la soumission des données au Secrétariat de la CTOI (par exemple: Le développement des bases de données de la pêche et de systèmes de diffusion de données, le développement de procédures automatisées pour traiter et extraire les soumissions de données de la CTOI, mesures pour minimiser les erreurs de saisie de données :**

Les Maldives ont mis au point un système d'information sur les pêches (SIP) basé sur le Web - Keyolhu - pour informatiser un certain nombre de processus de gestion clés tels que la délivrance des licences, les déclarations sur les prises et l'effort, les déclarations des informations sur les achats de poisson par les transformateurs et les exportateurs.

À l'heure actuelle, toutes les données des journaux de bord transmises par les navires de pêche sont saisies manuellement dans le SIP par le personnel de saisie des données au ministère. Cependant, les Maldives travaillent sur une application mobile visant à améliorer le délai de déclaration par les navires de pêche, qui devrait être mis à l'essai d'ici le début de mai 2017. On espère que cela améliorera les déclarations des données et les rendra plus ponctuelles.

- **Mesure(s) pour améliorer la qualité et l'exactitude des données soumises au Secrétariat de la CTOI (par exemple : mesures pour améliorer la validation des données, amélioration de la couverture d'échantillonnage, des enquêtes cadre, etc.; cohérence des données avec d'autres jeux de données de pêche, comparabilité des données avec celles des années précédentes) :**

Des procédures étaient déjà en place pour assurer et améliorer la précision des données. Les informations des journaux de bord des pêcheurs étaient croisées avec les données d'achat de poisson fournies par les transformateurs ou les exportateurs et avec les données de suivi des navires.

Informations complémentaires :

[Click here to enter text.](#)

- **Résolution 16/07 Sur l'utilisation de lumières artificielles pour attirer les poissons**  
Les déploiements de DCP sont réalisés uniquement par le gouvernement des Maldives et les Maldives ne déploient pas de DCP dérivants. Les lumières artificielles ne sont pas utilisées sur les DCPA installés aux Maldives.
- **Résolution 16/08 Sur l'interdiction de l'utilisation des aéronefs et des véhicules aériens sans pilote comme auxiliaires de pêche**  
Les véhicules aériens et les avions ne sont pas utilisés dans les pêcheries des Maldives.
- **Résolution 16/09 Concernant la création d'un Comité technique sur les procédures de gestion**  
Aucune mesure prise.
- **Résolution 16/10 Sur la suppression des mesures de conservation et de gestion obsolètes**  
Aucune mesure prise en tant que CPC.
- **Résolution 16/11 Sur des mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée**  
Les Maldives ont ratifié l'accord sur les mesures de l'État du port et les principes énoncés dans la résolution de la CTOI sont tous mis en œuvre par le biais de l'accord.
- **Résolution 16/12 Groupe de travail sur la mise en œuvre des mesures de conservation et de gestion (GTMOMCG)**  
Aucune mesure prise en tant que CPC.

Note: <sup>a</sup> indique que des modèles de rapport existent pour certaines des exigences et sont disponible à

---

<http://www.iotc.org/fr/application/modèles-pour-la-déclaration>

---

**Section B.** *Décrire les actions prises au cours de l'année écoulée, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer les mesures de conservation et de gestion adoptées par la Commission lors de ses sessions précédentes et qui n'ont pas été mentionnées dans un rapport précédent.*

Le nouveau projet de loi sur les pêches a été finalisé après plusieurs ateliers et réunions avec les parties prenantes. Ce projet est une loi-cadre qui donne des pouvoirs plus larges pour gérer et développer le secteur de la pêche aux Maldives.

Le projet de loi comporte des dispositions pour permettre que toutes les mesures de conservation et de gestion de la CTOI puissent être adoptées en tant que règlements.

**Section C.** Données et informations requises par la CTOI des CPCs devant être inclus dans le rapport d'implémentation (*Consulter la section « Rapport de mise en œuvre avant le 17 mars 2017 » du Guide des données et informations requises par la CTOI des membres et parties coopérantes non contractantes, disponible au lien suivant <http://www.iotc.org/fr/application/modèles-pour-la-déclaration>*).

- Résolution 01/06 - Concernant le programme CTOI d'un document statistique pour le thon obèse

Les CPC qui exportent du thon obèse doivent examiner les données d'exportation une fois les données d'importation transmises par le Secrétaire et faire rapport annuellement sur les résultats de cet examen. *[Un modèle de rapport existe].*

**Rapport NUL, spécifier la raison:**  **Aucun grand navire palangrier sur le Registre de la CTOI**  
 **N'exporte pas de thons obèses congelés**

**Le rapport a déjà été fourni au secrétariat de la CTOI:**

**Oui**  **Date de soumission du rapport (DD/MM/AAAA):** 14/02/2017

**Non**

**Le rapport est attaché à ce rapport de mise en œuvre:**

**Oui**

**Non**

Informations complémentaires :

[Click here to enter text.](#)

- Recommandation 05/07 Concernant un Standard de gestion pour les navires thoniers

Les CPC États de pavillon qui délivrent des permis à leurs AFV devraient déclarer annuellement à la Commission toutes les mesures prises afin de se conformer au standard de gestion minimal lorsqu'elles délivrent des permis de pêche à leurs « navires de pêche autorisés ».

a. Gestion dans les zones de pêche (des navires de pavillon)

	<i><b>Embarquement d'un observateur scientifique</b></i>	<i><b>Système de surveillance des navires par satellite</b></i>	<i><b>Déclaration quotidienne ou périodique requise</b></i>	<i><b>Déclaration d'entrée/sortie</b></i>
<b>oui/non</b>	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
<b>note</b>	%	% ou nombre de navires	Méthode	Méthode
	<a href="#">Click here to enter text.</a>	40%	Journal de pêche	SSN, courriel et fax

b. Gestion des transbordements (des zones de pêche vers les ports de débarquement, des navires de pavillon)

	<b>Déclaration de transbordement</b>	<b>Inspection au port</b>	<b>Programme de documents statistiques</b>
<b>oui/non</b>	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
<b>note</b>	Méthode	Méthode	
	<a href="#">Click here to enter text.</a>	Inspection des navires au port par un agent d'application	<a href="#">Click here to enter text.</a>

c. Gestion dans les ports de débarquement (des navires de pavillon).

	<b>Inspection des débarquements</b>	<b>Déclaration des débarquements</b>	<b>Coopération avec d'autres Parties</b>
<b>oui/non</b>	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
<b>note</b>	Méthode	Méthode	
	Inspections aléatoires sur les sites de débarquements	Déclarations de débarquement par les transformateurs du poisson et les sites de débarquement	<a href="#">Click here to enter text.</a>

Informations complémentaires :

[Click here to enter text.](#)

- Résolution 10/10 Concernant des mesures relatives aux marchés

Les CPC qui importent des produits du thon et des espèces apparentées, en provenance de la zone de compétence de la CTOI, ou dans les ports desquelles ces produits sont débarqués ou transbordés, devraient déclarer annuellement une série d'informations (ex. : informations sur les navires et leurs propriétaires, poids et espèces des captures, point d'exportation...). [Un modèle de rapport existe].

**Rapport NUL, spécifier la raison:**  **Aucun débarquement de navires étrangers dans les ports nationaux**  
 **Aucun transbordement de navires étrangers dans les ports nationaux**  
 **N'importe pas de thons et des produits du thon et des espèces apparentées**

**Le rapport sur les importations, débarquements et transbordements de thons et des espèces apparentées débarquées ou transbordées dans les ports en 2016 a déjà été fourni au secrétariat de la CTOI:**

Oui  **Date de soumission du rapport (DD/MM/AAAA): 15/02/2017**

Non

**Le rapport sur les importations, débarquements et transbordements de thons et des espèces apparentées débarquées ou transbordées dans les ports en 2016 est attaché à ce rapport d'implémentation:**



Oui

Non

Informations complémentaires :

[Click here to enter text.](#)

- Résolution 11/02 Sur l’interdiction de la pêche sur les bouées océanographiques

Les CPC notifient le Secrétariat de la CTOI de toute observation d’une bouée océanographique endommagée ou inopérante.

**Rapport NUL**

**Le rapport a déjà été fourni au secrétariat de la CTOI:**

Oui

**Date de soumission du rapport (DD/MM/AAAA):** [Click here to enter text.](#)

Non

**Le rapport est attaché à ce rapport de mise en œuvre:**

Oui

Non

Informations complémentaires :

[Click here to enter text.](#)

- Résolution 11/04 sur un Programme Régional d’Observateurs

Les CPC fourniront annuellement au Secrétaire exécutif et au Comité scientifique un rapport sur le nombre de navires suivis et sur la couverture pour chaque type d’engin, conformément aux dispositions de cette résolution.

Type d’engin de pêche	Nb de navires suivis en 2015	Couverture en 2015 (%)
<b>Senne tournante</b>	<a href="#">Click here to enter text.</a>	<a href="#">Click here to enter text.</a>
<b>Palangre</b>	<a href="#">Click here to enter text.</a>	<a href="#">Click here to enter text.</a>
<b>Filet maillant</b>	<a href="#">Click here to enter text.</a>	<a href="#">Click here to enter text.</a>
<b>Canne</b>	<a href="#">Click here to enter text.</a>	<a href="#">Click here to enter text.</a>
<b>Ligne à main</b>	<a href="#">Click here to enter text.</a>	<a href="#">Click here to enter text.</a>
Ajouter un engin de pêche <a href="#">Click here to enter text.</a>	<a href="#">Click here to enter text.</a>	<a href="#">Click here to enter text.</a>
Ajouter un engin de pêche <a href="#">Click here to enter text.</a>	<a href="#">Click here to enter text.</a>	<a href="#">Click here to enter text.</a>
Ajouter un engin de pêche <a href="#">Click here to enter text.</a>	<a href="#">Click here to enter text.</a>	<a href="#">Click here to enter text.</a>

Ajouter un engin de pêche	Click here to enter text.	Click here to enter text.
Click here to enter text.		

Informations complémentaires :

Aucun programme d’observateurs

- Résolution 12/04 Concernant les tortues marines

Les CPC feront rapport à la Commission, conformément à l’Article X de l’Accord portant création de la CTOI, sur l’avancement de l’application des Directives FAO et de la présente résolution.

La seule pêcherie présentant la possibilité d’interaction avec les tortues aux Maldives est la pêche au thon à la palangre. Tous les palangriers sont tenus d’avoir à bord des dégorgeoirs et des coupe-lignes pour faciliter la libération des tortues de manière efficace et rapide. Les interactions avec les tortues sont enregistrées et déclarées par le biais des journaux de bord. En outre, les tortues sont également une espèce protégée et la mortalité des tortues dans la pêcherie palangrière est très faible. Ainsi, aucune activité formelle de recherche sur l’atténuation des prises accessoires de tortue n’est menée.

En ce qui concerne la mise en œuvre des lignes directrices de la FAO sur les tortues, des séances de sensibilisation ont été menées pour les capitaines des palangriers concernant l’atténuation des prises accessoires de tortues et l’identification des tortues marines. Les palangriers doivent également caler les palangres en-deçà d’une profondeur donnée pour minimiser les prises accidentelles de tortues.

- Résolution 12/06 Sur la réduction des captures accidentelles d’oiseaux de mer dans les pêcheries palangrières

Les CPC fourniront à la Commission, dans le cadre de leurs déclarations annuelles, des informations sur la façon dont elles appliquent cette mesure et toutes les informations disponibles sur les interactions avec les oiseaux de mer, y compris les captures accidentelles par les navires de pêche battant leur pavillon ou autorisés par elles à pêcher. Ces informations devront inclure le détail des espèces lorsqu’il est disponible, afin de permettre au Comité scientifique d’estimer annuellement la mortalité des oiseaux de mer dans toutes les pêcheries de la zone de compétence de la CTOI.

Mise en œuvre. Les interactions sont déclarées.

- Résolution 12/12 Interdisant l’utilisation des grands filets maillants dérivants en haute mer dans la zone de compétence de la CTOI

Les CPC incluront dans leur rapport annuel un résumé des actions de suivi, contrôle et surveillance relatives aux grands filets maillants dérivants en haute mer dans la zone de compétence de la CTOI.

Interdiction en place aux Maldives.

- Résolution 13/04 Sur la conservation des cétacés

Les CPC signaleront, conformément à l'Article X de l'Accord portant création de la CTOI, tous les cas d'encerclement d'un cétacé par la senne coulissante d'un des senneurs battant leur pavillon.

**Pas applicable (Aucun senneur inscrit sur le registre de la CTOI en 2016);**

**Aucun encerclement rapporté par les navires nationaux en 2016,**

**Encerclement(s) rapporté(s) par les navires nationaux en 2016 (Compléter la table ci-dessous):**

Nom de l'espèce	Nombre de cas d'encerclement
Click here to enter text.	Click here to enter text.
Click here to enter text.	Click here to enter text.
Click here to enter text.	Click here to enter text.
Click here to enter text.	Click here to enter text.
Click here to enter text.	Click here to enter text.
Click here to enter text.	Click here to enter text.

Informations complémentaires :

Click here to enter text.

- Résolution 13/05 Sur la conservation des requins-baleines (*Rhincodon typus*)

Les CPC signaleront, conformément à l'Article X de l'Accord portant création de la CTOI, tous les cas d'encerclement d'un requin-baleine par la senne coulissante d'un des senneurs battant leur pavillon.

**Pas applicable (Aucun senneur inscrit sur le registre de la CTOI en 2016);**

**Aucun encerclement rapporté par les navires nationaux en 2016,**

**Encerclement(s) rapporté(s) par les navires nationaux en 2016 (Compléter la table ci-dessous):**

	Nombre de cas d'encerclement

**Requin-baleine (*Rhincodon typus*)**

Click here to enter text.

Informations complémentaires :

- Résolution 14/05 Sur un registre des navires étrangers autorisés pêchant les espèces sous mandat de la CTOI dans la zone de compétence de la CTOI et sur les informations relatives aux accords d'accès

Dans le cas où des CPC côtières autorisent des navires battant pavillon étranger à pêcher des espèces sous mandat de la CTOI dans les eaux de leur ZEE dans la zone CTOI, dans le cadre d'un accord entre gouvernements, les CPC concernées par l'accord en question devront, de façon conjointe, fournir au Secrétaire exécutif de la CTOI :

- une copie de l'accord écrit.
- des informations concernant ledit accord, (paragraphe 3a, b, c, d, e, f, g) :

*Un modèle de rapport existe et peut être demandé à [secretariat@iotc.org](mailto:secretariat@iotc.org)*

Les Maldives ne délivrent pas de licences à des navires étrangers.

Les Maldives n'ont pas d'accords d'accès.

- Résolution 14/06 Établissant un programme pour les transbordements des grands navires de pêche

Chaque CPC de pavillon du LSTV devra inclure dans son rapport annuel soumis à la CTOI, les détails sur les transbordements réalisés par ses bateaux (Nom du bateau, Numéro CTOI, nom du navire transporteur, espèces et quantités transbordées, date et lieux du transbordement). [Un modèle de rapport existe].

**Rapport NUL, spécifier la raison:**  **Aucun LSTV inscrit sur le registre de la CTOI**

**Les LSTV nationaux ne transbordent pas dans des ports étrangers**

**Les détails des transbordements aux ports en 2016 ont déjà été fournis au secrétariat de la CTOI :**

Oui  **Date de soumission du rapport (DD/MM/AAAA):** Click here to enter text.

Non

**Les détails des transbordements aux ports en 2016 sont attachés à ce rapport d'implémentation:**

Oui

Non

Informations complémentaires :

[Click here to enter text.](#)

- Résolution 15/04 Concernant le registre CTOI des navires autorisés à opérer dans la zone de compétence de la CTOI.

Les CPC devront examiner leurs propres actions et mesures internes prises en vertu du paragraphe 7, y compris les mesures punitives et les sanctions, et conformément à la législation nationale relative à la diffusion, présenter chaque année les résultats de cet examen à la Commission. Après considération des résultats de cet examen, la Commission devra, le cas échéant, demander aux CPC du pavillon des AFV figurant sur le registre de la CTOI de prendre d'autres mesures en vue d'améliorer l'application, par ces bateaux, des mesures de conservation et de gestion de la CTOI.

Les CPC du pavillon des bateaux figurant sur le registre devront :

- prendre les mesures nécessaires visant à s'assurer que leurs AFV appliquent toutes les mesures appropriées de conservation et de gestion de la CTOI ;

Décrire les mesures:

Des contrôles périodiques sont effectués par le personnel de l'unité d'application pour s'assurer que les mesures de conservation et de gestion de la CTOI sont respectées par les AFV.

- prendre les mesures nécessaires visant à s'assurer que leurs AFV figurant sur le registre de la CTOI conservent à bord les certificats d'immatriculation valides ainsi que l'autorisation valide de pêcher et/ou de transborder ;

Décrire les mesures:

Les entreprises de transformation ne sont pas autorisées à acheter du poisson auprès de navires sans licences et certificats d'immatriculation. Les contrôles périodiques effectués par l'unité d'application garantissent que cette procédure est suivie.

- garantir que leurs AFV figurant sur le registre de la CTOI n'ont aucun antécédent d'activités de pêche INN ou, si ces bateaux ont de tels antécédents, que les nouveaux armateurs ont fourni suffisamment de pièces justificatives démontrant que les armateurs et opérateurs précédents n'ont plus d'intérêts juridiques, bénéficiaires ou financiers dans ces navires, ni n'exercent de contrôle sur ceux-ci, que les parties concernées par l'incident INN ont officiellement réglé la question et que des sanctions ont été appliquées ou, après avoir pris tous les éléments pertinents en considération, que leurs AFV ne prennent part ni ne sont associés à des activités de pêche INN ;

Décrire les mesures:

Les Maldives croisent les documents avec les États du pavillon, les ORGP et les autres centres SCS avant d'autoriser une licence lorsqu'un local achète un navire de pêche étranger. Les navires étrangers ne sont pas autorisés à pêcher dans les eaux des Maldives.

- s'assurer, dans la mesure du possible et dans le cadre de la législation nationale, que les armateurs et opérateurs de leurs AFV figurant sur le registre de la CTOI ne prennent part ni ne sont associés à des activités de pêche aux thons menées par des navires ne figurant pas sur le registre de la CTOI dans la zone de compétence de la CTOI ;

Décrire les mesures:

En vertu du règlement sur les licences, tous les navires de pêche commerciale doivent obtenir une licence de pêche. Ils sont automatiquement envoyés à la CTOI pour être inclus dans le registre.

- prendre les mesures nécessaires afin de s'assurer, dans la mesure du possible et dans le cadre de la législation nationale, que les armateurs des AFV figurant sur le registre de la CTOI sont des ressortissants ou des entités juridiques des CPC du pavillon afin que toute mesure punitive ou de contrôle puisse être effectivement prise à leur rencontre.

Décrire les mesures:

Les propriétaires de navires doivent soumettre des certificats d'immatriculation des navires ainsi que des documents nationaux d'identité. Si c'est pour le compte d'une société, les détails sur société, y compris les informations sur les actionnaires, sont soumis.

- Résolution 15/08 Procédures pour un plan de gestion des dispositifs de concentration de poissons (DCP), incluant une limitation du nombre de DCP, des spécifications plus détaillées sur la déclaration des données des coups de pêche sur DCP et l'élaboration d'une meilleure conception des DCP pour réduire les maillages des espèces non-cibles

À partir de 2015, les CPC devront fournir à la Commission, au moins 60 jours avant sa réunion annuelle, un rapport sur l'avancement des plans de gestion des DCP, incluant les éventuelles révisions des plans de gestion initialement soumis et de l'application des principes décrits dans l'Annexe III.

**Pas applicable (Aucun senneur inscrit sur le registre de la CTOI en 2016);**

**Le rapport a déjà été fourni au secrétariat de la CTOI:**

Oui  **Date de soumission du rapport (DD/MM/AAAA):** [Click here to enter text.](#)

Non

**Le rapport est attaché à ce rapport de mise en œuvre:**

---

**Oui**

**Non**

Informations complémentaires :

[Click here to enter text.](#)